

Présentation au Comité spécial d'approvisionnement en bois

Yves Carrier
Fondation Glazier

La forêt du Nouveau Brunswick constitue sûrement sa ressource naturelle la plus importante. Sa structure a pris forme graduellement, à la pression de l'évolution, depuis la fin de la dernière glaciation, il y a plus de 10,000 ans. À l'arrivée des européens, cet écosystème évoluait toujours de façon naturelle, et se trouvait inchangé dans sa structure, malgré une exploitation humaine constante sur des milliers d'années. Depuis à peine 50 ans, nous exploitons de façon intensive cette forêt. Sa structure fondamentale risque de changer beaucoup et les réserves de bois ont diminuées de façon alarmante. Quelle leçon pouvons nous en tirer? Quelle orientation prendrons-nous pour le futur? Quelles recommandations cette commission donnera-t-elle au gouvernement? Il ne s'agit pas ici d'un exercice politique partisan, mais de la vie de nos forêts futures, et de l'avenir de l'économie des habitants de cette province.

La forêt publique de cette province, appartient à tous ses habitants. Elle est exploitée en fiducie par la succession de gouvernements, qui doivent veiller aux intérêts de leurs électeurs. Elle doit être exploitée par et pour les habitants de cette province. Pour une ressource durable, elle doit être exploitée selon les meilleures connaissances scientifiques de ce 21^{ème} siècle, en tenant compte des cycles naturels de ce milieu fragile. Enfin nous devons savoir profiter de ce que la forêt peut nous donner sans changer sa structure de base. La déforestation est une des pire calamités environnementales de notre monde moderne, et cette province n'en est pas à l'abris.

Cette discussion publique, engendrée par le rapport Jaakko Pöyry est un point tournant dans la vie de nos forêts et je désire publiquement remercier le gouvernement présent de donner l'opportunité aux différents intervenants d'exprimer leurs opinions. Trop souvent dans le passé, des questions aussi importantes ont été réglées par de hauts fonctionnaires, en connivence avec des intérêts spéciaux, et le public a été tout simplement informé du fait accompli. Espérons que cette fois-ci, les propriétaires de cette forêt publique auront leurs mots à dire et que les décisions finales reflèteront leurs désirs et non seulement le fait d'avoir été consultés.

Ayant lu ce rapport, personnellement je n'en ai tiré rien de nouveau. À la question: ``Pouvons-nous doubler la production de bois tout en assurant un approvisionnement à long terme?``, ce rapporta répondit oui, et se fie sur une sylviculture intensive pour approvisionner les moulins du futur. À quel coût sur notre économie? À quel perte pour les écosystèmes? Ce rapport est vague, voir méprisant des mesures de protection existantes. Il n'inclut aucune idée novatrice, aucune révolution scientifique, aucune sagesse apprise du passé. C'est simplement la même vision d'exploitation industrielle qui guide l'industrie depuis 50 ans et qui nous a amené à la pénurie d'approvisionnement que l'on projette présentement. Ce que l'on propose c'est simplement de faire à plus grande échelle ce qui se fait présentement sur les terres

privées de plusieurs compagnies. On propose de récolter de façon intensive une bonne partie du bois de valeur marchande qui reste, pour remplacer la forêt existante avec une forêt de résineux transplantés et maintenue par une sylviculture intensive. De plus on propose de faire payer tout cet aménagement de façon directe ou indirecte par le trésor public tout en garantissant par une loi un approvisionnement futur de fibres aux compagnies forestières. Accepter ce rapport sans se poser de question c'est faire preuve de naïveté si non de désintéressement. Les intérêts de la foresterie internationale y sont probablement très bien servis mais avons-nous oublié les intérêts des propriétaires de ces forêts? Que dire de l'intérêt de la forêt elle-même.

Premièrement, parlons du milieu forestier. Tous seront d'accord qu'une forêt en santé est bio diversifiée, où chacune des espèces tant végétales qu'animales sont inter reliées pour la survie de chacune. Ignorer cette première loi de biologie forestière peut à court terme faire l'affaire des communautés humaines, mais mène à la catastrophe à long terme. Il suffit de regarder autour de nous, la planète abonde d'exemples de catastrophes biologiques issues de l'ignorance et de la cupidité humaine. Les soi-disants bienfaits à court terme ont finalement été remplacés par des problèmes de survie à long terme. L'aménagement forestier des derniers 50 ans, a-t-il amélioré la qualité de notre ressource forestière? Avons-nous préservé la diversité biologique dans nos forêts? La faune et la flore est-elle en meilleur état présentement qu'avant nos interventions de récolte forestière et de sylviculture? **La majorité des utilisateurs de la forêt au Nouveau-Brunswick sont d'avis que, malgré toute la réassurance de l'industrie et du ministère, la VIE en forêt s'est détériorée graduellement, la raison d'être des zones d'aménagement spéciales et des zones protégées, qui soustraient ces habitats aux ravages de la gestion industrielle.**(trop long) L'utilisation de biocides sur de grandes espaces est un moyen grossier d'aménager une forêt. En détruisant de façon non sélective toute une communauté végétale, pour privilégier une espèce, le rapport entre les espèces est perdu. Les infestations d'insectes peuvent être une perte économique importante, cependant ils ont existé depuis toujours et les forêts en guérissent. Le DDT et les organo-phosphates ont causé et causent toujours des problèmes pires encore, étant des neurotoxines et des poisons violents pour l'écosystème et les populations humaines. Les défoliants du passés ont également été prouvés dangereux à la santé humaine, et perturbent de façon importante la vie terrestre et aquatique du parterre arrosé. Certains ont été retirés, mais leurs effets perdurent et des milliers de contenants contaminés posent encore des risques réels. Ceux utilisés présentement n'ont pas encore passé le test du temps, pourtant on en déverse des millions de litres chaque année dans nos forêts. Ces dangers sont difficilement mesurables à court terme mais sont quand même réels et présents. Les dérangements majeurs en forêt où tout le couvert forestier est enlevé sur une grande surface, est à la base de tous ces aménagements sylvicoles artificiels, dangereux et coûteux. Récolter une forêt de façon ingénieuse et novatrice en créant uniquement des dérangements mineurs, conduit à la régénération naturelle de cette forêt, et à un renouvellement sans fais, de la ressource. Impossible direz-vous? De la science fiction? Bien des propriétaires de boisés privés l'ont fait depuis des centaines années, y ont gagné leur vie, sans avoir eu le besoin de planter ou de se servir de biocides. Une terre bien aménagée, produit à perpétuité, du bois de qualité, à condition de la respecter. L'argent que l'on sauve en évitant la sylviculture industrielle vaut bien l'argent que l'on obtient de

plus par une récolte totale; sauf bien sur, si c'est un qui profite de la récolte et que c'est l'autre qui paye pour les dégâts. Il existe des méthodes alternatives de récolte, beaucoup moins dangereuses et beaucoup plus profitables, dans l'aménagement de nos forêts que le modèle industriel traditionnel de gestion que proposent les scénarios de ce rapport. La sagesse réside dans la compréhension des cycles naturels et dans des pratiques de récolte qui en tiennent compte. Prioriser les besoins d'approvisionnement en banalisant les valeurs non ligneuses, sans se préoccuper de l'importance de la structure naturelle de l'écosystème dans son ensemble, est sûrement faire preuve d'ignorance, de mépris pour la vie et de manque de vision moderne.

Deuxièmement, d'un point purement scientifique, qu'avons-nous appris de ce rapport? Des experts de Finlande nous proposent le cheminement de l'expérience scandinave, en tentant de l'appliquer ici. Qu'avons-nous à envier de la Finlande? N'avons-nous pas dans ce pays et dans cette province l'expertise pour gérer nos propres forêts? Pourquoi avoir mandaté une firme étrangère pour produire un rapport qui va changer à jamais le visage et la structure de nos forêts? Avons-nous à ce point peu d'assurance(not a french word), pour ne pas pouvoir planifier nous même le développement durable de notre patrimoine forestier? Nos deux facultés de foresteries et nos experts serait-ils à ce point déconnectés des réalités présentes pour ne pouvoir nous guider? En lisant ce rapport nous avons nettement l'impression que l'industrie a mandaté une firme d'expert en relation publique pour sanctionner ses pratiques et ses intérêts sous une couverture pseudo-scientifique. Rien dans ce rapport est novateur, rien dans ce rapport change la mentalité existante de prédation du milieu forestier pour des gains uniquement financiers. On veut tout simplement gruger dans les zones protégées et les zones d'aménagement spéciales. À peine sorti des presses, nous assistons à un empressement du ministère pour appliquer au plus vite ses conclusions. Nous avons l'impression que la majorité des professionnels locaux sont sceptiques mais se voient impuissants devant toute l'énergie et la pression des intérêts spéciaux pour voir à *tout prix* cette vision de la foresterie s'incruster à jamais ici.

Troisièmement les travailleurs du secteur forestier seront-ils mieux servis par cette vision d'aménagement? Depuis des années, le régime présent est en perte d'emploi autant dans la récolte que dans l'administration des forêts. Quant aux travailleurs d'usine, ils sont toujours sur le qui-vive : Fermeture de moulin, coupure de personnel, barrière tarifaire, économie mondiale hostile. Malgré ce climat incertain, avons-nous coupé moins de bois? Nos forêts se vident plus vite que jamais, et nous voulons en couper de plus en plus malgré un marché saturé! Nous sommes en face d'une pénurie d'approvisionnement, et c'était prévisible. Nous avons permis de couper plus de bois qu'il en poussait et les plantations ne sont pas prêtes pour compenser. On parle de milliards générés par nos forêts, mais combien de ces capitaux restent vraiment ici? Historiquement la majeure partie des profits de la récolte était redistribuée en salaire et cette argent retournait à l'économie local. Graduellement la mécanisation a remplacé les travailleurs et une énorme partie des profits de la récolte s'envole vers l'économie mondiale par le financement de la machinerie; une perte net de revenu pour la province et ses travailleurs, malgré des volumes récoltés toujours de plus en plus importants. Les droits de coupe perçus sur les terres publiques sont encore en dessous du prix du marché,

une perte nette pour le trésor public, et une compétition pour les producteurs privés. Plus les moulins sont performants, moins on embauche du personnel et ceux qui ont des postes sont à la merci de multinationales et de leur rationalisation pour maximiser leurs profits. Ce rapport propose encore plus de rationalisation. Plus on coupe du bois moins en profite les gens d'ici. Sommes-nous assez riche dans cette province pour enrichir de cette façon les multinationales étrangères à même notre plus grande ressource? Ou sommes-nous plutôt comme bien des pays sous-développés impuissants devant un phénomène de mondialisation? C'est ironique de voir que bien des travailleurs se sont fait manipuler à croire que plus la santé financière de la multinationale est bonne, meilleur sera la leur. En réalité, moins les industriels ont besoin de travailleurs plus ils profitent, et le profit est leur seule motivation. Les unions, qui pensent faire avancer la qualité de vie de leurs travailleurs en supportant des plans d'aménagement insoucieux des valeurs biologiques de bases, oublient souvent que ces mêmes pratiques sont également peu soucieuses des valeurs sociales de bases. On menace les gens de perte d'emplois, si on finit par manquer de bois à bon marché et on prédit une catastrophe économique. **Les maudits enviros et les hippis vont vous faire perdre vos jobs, avec les damnés zones protégés!** À date, en réalité peu d'emplois ont été perdus dans cette province pour des raisons de protection de l'environnement. La quasi-totalité des postes perdus l'ont été pour des raisons purement de rationalisation de l'industrie et de sur mécanisation souvent forcée.

Quatrièmement, le ministère des Ressources Naturelles a-t-il bien géré la forêt publique? Le régime en place a-t-il fait profiter pleinement les contribuables des profits de la vente de notre bois en terre publique? Les subventions consenties par le trésor public ont-elles profitées aux travailleurs ou ont-elles profitées aux multinationales, qui payent leur taxes dans d'autres pays? Avons-nous plus d'agents de conservation de la faune, ou sont-ils eux-mêmes une espèce en voies de disparition? Avons-nous plus de techniciens, de forestiers et de biologistes en forêts? Les profits de la vente du bois ont-ils été réinvestis dans nos forêts, ou sommes nous en déficit et réduit à couper des postes pour enfin laisser l'administration de nos forêts à ses pires prédateurs, comme le propose ce rapport? Les renards sont-ils en train de se positionner pour garder le poulailler? Ces questions vous semblent farfelus? Je défie nos politiciens de tenter de leur répondre à la satisfaction des payeurs de taxe et des fonctionnaires du ministère de cette province. Les forêts publiques sont un trésor qui doit enrichir nos concitoyens de façon renouvelable, et non être une dépense pour le trésor public au profit de quelque uns. Dans ce rapport, on propose de faire payer directement ou indirectement les frais de la reforestation par notre gouvernement c'est-à-dire par le payeur de taxe. Est-ce que je comprends bien? Cette vision, d'aménagement récolte une forêt naturelle à prix modique, coupe des emplois, crée un dérangement majeur sur une grande partie de notre territoire. De plus, elle nous impose des frais de plantations d'espèces non indigènes récoltables en 60 ans, et nous expose aux risques de déforestation et de produits chimiques à grande échelle ...et en surplus nous devons en payer la note. Cette vision d'aménagement forestier est vraiment une trouvaille géniale... et profitable... mais à qui?

De toute évidence, ce rapport Jaakko Pöyry constitue un document qui reflète une vision européenne d'aménagement de nos forêts publiques, mais est-ce la nôtre, au Nouveau-Brunswick? Ce rapport analyse à la hâte les politiques théoriques et statistiques

d'aménagement, fournies par les compagnies et le ministère, en les comparant avec ce qui se fait ailleurs. A-t-on pris le temps nécessaire pour vérifier sur place les résultats de cette science virtuelle? Probablement pas, on propose de s'en tenir aux exigences minimums en fait de protection de l'environnement, au profit de l'approvisionnement. Il est grand temps que cette province adopte définitivement une vision forestière à long terme axée sur l'écosystème et non dictée par des impératifs exclusivement économique à court terme et sur une panique, qui fluctue avec les vagues de la bourse. Nos forêts sont à la base de notre vie et non, simplement une commodité pour la finance internationale. Ce serait une erreur monumentale de prendre ce rapport comme l'unique planche de salut de notre économie, et de l'appliquer à la hâte.

Toute la forêt publique, à l'exception des zones témoins protégées mérite d'être aménagée. Cette pratique de négliger des endroits pour en dévaster d'autres apparaît du moins simpliste. Il n'y a que l'homme qui compartimente son écosystème avec des barrières artificielles. Lors des audiences sur les zones protégées, les mêmes intervenants qu'aujourd'hui, étaient présents ici avec les mêmes arguments. La discussion semble avoir été monopolisée par des extrémistes. D'un côté on veut tout couper et de l'autre on ne veut rien couper. En fait les deux côtés sont polarisés et les tenants des valeurs environnementales ont raison de ne pas faire confiance. Si on laisse les preneurs de bois récolter comme on l'a fait depuis une centaine d'années, les forêts vont continuer d'être ravagés avec très peu de soucis pour d'autres valeurs que le profit. Les feux de forêts, le chablis et les infestations d'insectes n'ont jamais causé le tort que la mécanisation et les pratiques forestières ont fait subir à tout l'écosystème dans les derniers 40 ans et ceci est un fait incontestable. De l'autre côté, regarder le bois pousser, vieillir et tomber ne sert pas les intérêts financiers d'une société moderne. Est-ce possible de penser que l'on peut exploiter une forêt sans la détruire, sans changer sa structure naturelle de base, sans être réduit à faire de la sylviculture intensive, comme nous sommes présentement réduit à faire de l'aquaculture, ayant si bien géré nos stocks de poissons, de façons également pseudo scientifique.

Oui, comme bien d'autres dans cette province je suis un extrémiste. Je suis né ici et j'aime à l'extrême ce territoire. Ma vie a évolué avec ces forêts. Mes visions soi-disantes extrémistes peuvent envisager un futur où notre forêt sera exploitée en tenant compte de ses besoins, tout en étant profitable économiquement. La planification de la récolte dans cette vision se fait par des forestiers professionnels. Ceux-ci suivent des plans d'aménagement conçus sur des bases scientifiques biologiques et non par la pression des multinationales respectueuses seulement du profits et qui voient les considérations sociales et environnementales simplement comme des irritants. Dans cette vision les bûcherons sont des travailleurs compétents qui ont reçu une formation collégiale tant biologique que technique et sont rémunérés comme des professionnels de métiers. La machinerie est de petite taille, performante, moins coûteuse et usinée ici. Les diplômés de nos universités et de nos collèges communautaires sont embauchés en grands nombres. Il y a des ressources pour la recherche dans une sylviculture biologique. Il y a des ressources pour faire des inventaires réalistes qui reflètent véritablement ce que la forêt peut produire sans s'épuiser. Il y a des ressources pour la protection de la faune. Les inventaires fauniques sont fait de façon scientifique et des biologistes spécialisés, non des

bénévoles, travaillent au maintien des populations animales et de la biodiversité de notre territoire. Enfin, sachant ce que l'on peut récolter véritablement et de façon renouvelable, le genre et le nombre d'usine peut être planifié, créant de l'emploi stable et bien rémunéré. Il s'agit en fait de réinvestir dans notre population les profits d'une entreprise basée sur une ressource naturelle qui se régénère d'elle-même. Cette vision futuriste de l'aménagement forestier peut paraître naïve et déconnectée, surtout par des gens qui ont perdu l'habitude de penser en dehors du moule. La décision est cependant purement politique. Une société qui, pour des raisons simplement politiques a trouvé un milliard pour enregistrer les armes à feu d'honnêtes citoyens, afin de réduire la criminalité et les désordres mentaux violents, peut sûrement trouver une volonté politique pour exploiter avec sagesse sa plus grande ressource naturelle en investissant dans sa population. On sert qui lorsqu'on permet de récolter de plus en plus de bois, en proposant de rationaliser les emplois de plus en plus?

Des visions et des rêves basés sur des passions et sur un sens exagéré du devoir, bien des gens ordinaires en ont eu. Martin Luther King avait un rêve, Jeanne d'Arc avait des visions et Chico Mendes a parlé aux Nations Unis. Espérons que l'histoire ne réserve pas le même sort à tous ceux qui ont le culot de parler publiquement de leurs visions. On doit jamais tirer le messager, mais se contenter de comprendre le message, Jules Verne après tout n'était qu'un écrivain.

Il y a quelques années, on semble avoir géré les stocks de morue de l'Atlantique nord avec le logiciel, Money talks, bull shit walks. Ce logiciel demeure encore bien populaire dans la gestions des ressources naturelles. On semble même l'avoir substituer à Woodstock pour gérer les stocks de bois de notre forêt publique. Malheureusement pour ce logiciel et pour ce rapport...., dans le bois comme dans la mer... Nature eventually talks and bull shit will walk.